

2006 RAPPORT DE SOUTIEN A LA DEMOCRATIE ET AUX DROITS DEL'HOMME :
RAPPORT DE CÔTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire est une république démocratique. En 2000, Laurent Gbagbo, candidat du Front Populaire Ivoirien, devint le troisième président élu du pays. Les élections, qui ont exclu deux des principaux partis, furent entachées d'importantes irrégularités et de violences. Le pays resta divisé entre le sud contrôlé par le gouvernement et le nord tenu par les ex-rebelles appelés Forces Nouvelles. Le bilan des droits de l'homme du gouvernement resta médiocre. Les violations suivantes des droits de l'homme furent rapportées: restriction des droits des citoyens pour changer leur gouvernement; exécutions arbitraires, y compris exécutions sommaires par les forces de sécurité, des milices progouvernementales et des groupes d'étudiants; disparitions; tortures et autres traitements cruels, inhumains, ou dégradants et sanctions par les forces de sécurité, des milices progouvernementales et un groupe d'étudiants; conditions de détention et d'incarcération déplorables; impunité des forces de sécurité; arrestations et détentions arbitraires; déni de procès public équitable; ingérence arbitraire dans la vie privée; violations et harcèlement par la police à l'égard des Africains non nationaux; restrictions des libertés d'expression, de presse, de rassemblement pacifique, d'association et de mouvement; corruption de l'administration; discrimination et violence contre les femmes; mutilations génitales féminines; exploitation et violations des enfants; trafic des personnes; travail forcé, y compris par des enfants et travail des enfants. Les rebelles furent responsables d'exécutions arbitraires, de disparitions, d'arrestations et de détentions arbitraires, de viols et de justice ad hoc.

La stratégie des Etats-Unis de promouvoir les droits de l'homme et la démocratie impliquait de soutenir la réconciliation nationale, le renforcement du processus démocratique et de la société civile ainsi que la lutte contre le trafic des personnes et le travail des enfants. L'Ambassadeur engagea régulièrement le président, tous les partis politiques et les rebelles à faire avancer le processus politique, à réunifier le pays et à soutenir des élections justes et libres, prévues pour octobre 2007.

Afin de promouvoir la démocratie, les Etats-Unis appuyèrent les efforts des Nations Unies pour proroger d'une année supplémentaire les mandats du président ainsi que du premier ministre et pour accroître l'autorité du haut représentant des Nations Unies pour les élections. Les Etats-Unis créèrent un programme dans la région ouest livrée à des troubles pour promouvoir la réconciliation et d'autres méthodes de résolution de conflit et ils continuèrent à financer les efforts d'une ONG pour consolider la commission électorale et fournir des conseils techniques sur la recomposition du registre électoral.

Pour promouvoir la liberté de la presse et la liberté d'expression, les autorités américaines co-parrainèrent à l'intention de journalistes et d'éditeurs, des visioconférences, des débats littéraires et des tables rondes sur les responsabilités

d'une presse libre. L'Ambassadeur rencontra souvent la presse pour discuter de la liberté des médias et des droits de l'homme, il rencontra les lauréats du prix du meilleur journalisme de la nation et accentua le soutien des Etats-Unis pour une presse libre. Les Etats-Unis parrainèrent une table ronde avec les responsables de la presse locale et des organismes chargés de l'observation des médias, pour discuter d'un code de conduite pour la presse et les partis politiques afin de s'assurer que la couverture des élections par les médias était équilibrée et n'entraînait pas de violence politique, d'intimidation de la presse ou d'instabilité sociale. Le Gouvernement des Etats-Unis continua à financer un programme de formation à l'intention des éditeurs et journalistes, afin d'encourager le professionnalisme et de contribuer à dépolitiser une presse aux propos haineux. Les autorités américaines abritèrent une rencontre qui aboutit à la création d'une ONG locale dédiée à la formation ainsi qu'au développement professionnel d'un nouveau réseau de femmes journalistes. Le Gouvernement des Etats-Unis a financé de nombreuses formations sur la couverture du VIH/Sida aux stations de radios.

Afin d'aider les responsables des secteurs publics et privés à renforcer la société civile, le Gouvernement des Etats-Unis utilisa le programme des visiteurs internationaux pour envoyer deux membres de l'Assemblée Nationale aux Etats-Unis dans le cadre d'un programme d'échanges qui porta principalement sur les fonctions législatives et la protection des minorités. Durant l'année, des membres actifs d'ONGs, des leaders de communautés et des professionnels participèrent à divers programmes américains sur la résolution des conflits, l'éducation civique, la transparence et la bonne gouvernance, ainsi que sur les femmes et le développement. Ces programmes comprenaient la distribution d'articles et de livres sur les droits de l'homme et la démocratie à des personnalités à travers le pays. Les Etats-Unis parrainèrent les activités d'une ONG locale et financèrent des séminaires de formation sur le développement de la capacité à diriger pour 60 femmes leaders communautaires à Korhogo et Abengourou qui recherchaient des fonctions électorales. Les Etats-Unis soutinrent également un groupe de responsables de la société civile dans la création d'une ONG locale qui encourage la citoyenneté et la démocratie, le volontariat et le développement communautaire de base.

La lutte contre la corruption au sein du système judiciaire est un critère essentiel pour que le pays retrouve son éligibilité relative aux avantages préférentiels liés au commerce avec les Etats-Unis. Des autorités américaines de haut rang n'ont pas cessé de souligner leurs préoccupations relatives à la corruption à de hauts représentants du gouvernement, y compris au président. A la suite du règlement au cours de l'année d'un cas d'abus judiciaire, les autorités américaines soulignèrent que la résolution des affaires ne suffisait pas et qu'il fallait mettre fin au climat de corruption à tous les niveaux de l'administration et du système judiciaire. Le Gouvernement des Etats-Unis travailla également en étroite collaboration avec une agence locale de promotion des exportations pour mettre l'accent sur les préoccupations américaines concernant la corruption et le travail des enfants dans la filière de production du cacao.

En vue de promouvoir les droits de l'homme, le Gouvernement des Etats-Unis soutint un programme de sensibilisation et de formation pour des éducateurs communautaires afin de lutter contre les mutilations génitales féminines dans la zone d'Abidjan et à Korhogo dans le nord. Les Etats-Unis parrainèrent un programme visant à fournir une éducation sur les services d'hygiène et de santé ainsi que sur la gestion d'entreprise de base, et une formation professionnelle à de jeunes filles de Bouaké qui ont été contraintes d'abandonner l'école à cause de la crise. Ils financèrent également un projet pour ouvrir un nouveau centre d'accueil à Abidjan en vue de fournir aux victimes de viol, aux étudiants, aux orphelins et aux personnes déplacées une assistance sur le plan médical, psychologique et juridique. Les autorités américaines menèrent une table ronde sur les droits des personnes handicapées avec des membres actifs handicapés, des autorités municipales et des responsables communautaires.

Après la rébellion de 2002, le gouvernement cibra des individus perçus comme étant des sympathisants, souvent des musulmans, dans le but de représailles. Des efforts considérables de la part de groupes religieux et de la société civile contribuèrent à empêcher la crise de se transformer en un conflit religieux. Les autorités américaines abritèrent une table ronde inter confessionnelle avec 50 femmes sur les voies pour promouvoir la paix, la réconciliation ainsi que la tolérance religieuse et politique. Le Gouvernement américain envoya aux Etats-Unis trois responsables religieux - un imam musulman, un prêtre catholique et un pasteur protestant - à un programme intensif sur la tolérance religieuse en Amérique, avec un accent sur la séparation entre la religion et l'état.

Pour lutter contre le travail et le trafic des enfants, les Etats-Unis financèrent une ONG locale qui dispensa de l'alphabétisation et une formation professionnelle à Yopougon, à 40 jeunes filles qui faisaient l'objet de trafic à des fins de prostitution. Le Gouvernement des Etats-Unis continua à financer un système de contrôle du travail des enfants qui nécessitait que le gouvernement atteste que les fèves de cacao et leurs dérivés ont été cultivés ou transformés sans faire intervenir une quelconque des pires formes du travail des enfants. L'Ambassadeur et d'autres représentants des Etats-Unis dénoncèrent souvent le travail et le trafic des enfants dans des conversations avec les autorités du gouvernement et les responsables des rebelles. Le Gouvernement des Etats-Unis continua également à financer des programmes pour mettre fin au travail des enfants dans les industries du cacao et de la pêche, dans le but de contribuer à retirer ces enfants des pires formes du travail des enfants et à les inscrire à l'école. Le Gouvernement des Etats-Unis soutint également une ONG locale qui encourageait l'inscription à l'école et empêchait le travail des enfants dans un village de la région d'Oumé, au Centre Sud.